



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BERLIN ECO

## BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

# DE BERLIN

N° 20 – 12 août 2021

### Sommaire

#### Actualité économique:

- Environnement macro-économique : PIB / production / exportations / climat des affaires / climat à la consommation / prix à la consommation / indices conjoncturels
- Politique budgétaire : dette publique
- Politiques sociales : marché du travail / chômage partiel / chômage des jeunes / soutien aux étudiants / population active / ressortissants étrangers / demandeurs d'asile / salaires conventionnés / télétravail

#### Actualité financière :

- Régulation financière : affaires "cum-ex" / critères de durabilité / fonds de garantie des dépôts
- Banques et assurances : assurance catastrophe naturelle / inondations / Deutsche Bank / Commerzbank / stresstests / Allianz

### LE CHIFFRE À RETENIR

2 172,9 MDS €

Dette publique allemande fin 2020 selon Destatis

## ACTUALITE ECONOMIQUE

### Environnement macroéconomique

[Destatis](#) annonce une croissance du **PIB** allemand de 1,5 % (déflaté, corrigée des effets calendaires et saisonniers) au deuxième trimestre 2021 (+9,2 % en glissement annuel), après -2,1 % au premier trimestre. Le PIB reste 3,4 % en dessous de son niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019).

[Destatis](#) annonce également une baisse de 1,3 % (corrigée des effets calendaires et saisonniers) de la **production** en juin par rapport au mois précédent (+5,1 % en glissement annuel): -0,9 % dans l'industrie, +0,6 % dans le secteur énergétique et -2,6 % dans la construction. La

production totale reste inférieure de 6,8 % à son niveau d'avant-crise (février 2020).

L'indice de **production** manufacturière des trois prochains mois calculé par l'[ifo](#) chute de 27 points en juin à 22 points en juillet: les difficultés d'approvisionnement impactent fortement la planification des entreprises manufacturières allemandes, qui reste néanmoins très expansive. Selon un [sondage](#) de l'institut, 64 % des entreprises industrielles interrogées qualifient les problèmes d'approvisionnement d'obstacle à la production (45 % en avril). En outre, l'indicateur de l'[ifo](#) sur les **attentes d'exportations** de l'industrie baisse légèrement à 24,5 points en juillet, après 25 points en juin. La grande majorité des exportateurs allemands resteraient très optimistes.

En juin, les **exportations** ont augmenté de 1,3 % (+23,6 % en glissement annuel) et les **importations** de 0,6 % (+27,0 % en glissement annuel), selon [Destatis](#). L'excédent courant s'établit à 22,5 Md€ (juin 2020 : 20,3 Md€) et l'excédent commercial à 16,3 Md€ (juin 2020 : 15,3 Md€).

L'indice [ifo](#) du **climat des affaires** se contracte légèrement en juillet à 100,8 points (-0,9 point). L'évaluation de la situation actuelle continue de s'améliorer dans tous les secteurs (manufacturier, services, commerce, construction), tandis que les attentes pour les prochains mois se détériorent, notamment en raison des problèmes d'approvisionnement et de recrutement.

L'indice du **climat à la consommation** de la fédération [HDE](#) enregistre pour le mois d'août sa première baisse depuis février 2021 et s'établit à 100,4 points (-0,4 point par rapport à juillet) : l'optimisme des ménages reste élevé mais s'atténue en raison des incertitudes sanitaires, (baisse de la propension à l'achat et hausse des intentions d'épargne notamment).

[Destatis](#) chiffre la variation de l'indice des **prix à la consommation** à +3,8 % en juillet (+0,9 % par rapport à juin). La hausse des prix de l'énergie s'accélère de 2,2 points pour atteindre 11,6 %. Les prix de l'alimentation progressent de 4,3 %, après 1,2 % en juin. D'après un sondage de l'institut [IW](#) auprès de 2 000 entreprises, 80 % d'entre elles tablent sur une hausse générale des prix « modérée à forte », et 70 % ressentent actuellement une hausse significative des prix de l'énergie ; 50 % prévoient de répercuter au moins partiellement ces hausses sur leurs prix à la vente.

L'**indice conjoncturel** du [DIW](#) perd 3 points pour atteindre 99,6 points en juillet. Le secteur des services serait largement rétabli tandis que les difficultés d'approvisionnement freineraient l'industrie. L'institut table sur une croissance du PIB de 1,0 % au troisième trimestre 2021.

L'indice mensuel des **attentes conjoncturelles** de l'institut [ZEW](#) perd 22,9 points en août et s'établit à 40,4 points. Si l'évaluation de la situation actuelle s'améliore, l'évolution incertaine de la pandémie pèse sur les perspectives.

## Politique budgétaire

Selon [Destatis](#), la **dette publique** a atteint fin 2020 son niveau le plus élevé depuis le début de la série avec 2 172,9 Md€, soit une hausse de 14,4 % par

rapport à fin 2019. Cela correspond à un montant par tête de 26 141 € (22 860 € fin 2019). L'endettement du Bund totalise 1 403,5 Md€ (+18,1 %), celui des Länder 636,0 Md€ (+9,8 %) et celui des communes 133,3 Md€ (+1,5 %).

## Politiques sociales

Selon [l'agence fédérale du travail](#), l'amélioration de la situation du **marché du travail** s'est poursuivie en juillet. Le nombre de chômeurs inscrits a diminué de 24 000 par rapport au mois précédent (-91 000 avec correction des variations saisonnières) et s'établit à 2,6 M, tandis que le taux de chômage (en définition nationale) a baissé de 0,1 point à 5,6 % (-0,4 point en glissement annuel). En outre, l'emploi s'est inscrit en hausse en juin (+76 000 par rapport à mai et +48 000 en glissement annuel) et a atteint 44,6 M.

L'[ifo](#) note un ralentissement de la reprise du **marché du travail** en Allemagne (baisse en juillet du baromètre pour l'emploi à 102,4 points, soit -1,4 point). La demande de main d'œuvre s'inscrit en hausse dans le secteur manufacturier et le commerce, pendant que les projets de recrutement stagnent dans la construction, voire déclinent dans les services.

[L'agence fédérale du travail](#) chiffre le nombre de nouvelles demandes de **chômage partiel** effectuées en juillet à 75 000 et le nombre total de personnes percevant le chômage partiel à 2,2 M (après 2,5 M en avril). L'[ifo](#) estime quant à lui le nombre de personnes en activité partielle à 1,06 M en juillet (3,1 % des employés), soit une baisse de 330 000 par rapport à juin. Il s'agirait du niveau le plus bas depuis février 2020.

La pandémie n'a pas eu d'impact significatif sur le **chômage des jeunes**, selon l'[ifo](#). Alors que le taux de chômage des 15 à 24 ans avait augmenté de 50 % en moyenne OCDE entre septembre 2019 et mars, il serait, en Allemagne resté quasiment inchangé à environ 6 % sur la même période.

Selon [Destatis](#), 639 000 personnes ont reçu en 2020 des prestations du *BAföG*, le programme de **soutien aux étudiants** de l'Etat fédéral. Le nombre de bénéficiaires a baissé de 6,0 % par rapport à 2019. Le montant moyen perçu a été de 556 €, soit 10,5 % de plus qu'en 2019.

Selon une modélisation de l'[IW](#) simulant l'absence d'immigration entre 2019 et 2024, la **population active** de l'Allemagne baisserait dans ce cas-là

dans toutes les régions du pays. L'institut préconise par conséquent de mettre en œuvre des mesures augmentant la participation au marché du travail (élargissement de structures d'accueil pour enfants, utilisation du numérique pour rehausser la productivité, développement de la formation continue et amélioration des conditions-cadres pour accueillir de la main d'œuvre étrangère).

L'[IAB](#) note une amélioration de l'emploi des **ressortissants de pays étrangers** : leur taux de chômage s'établit à 14,7 % en mai 2021 (-0,9 point en glissement annuel), et leur taux d'emploi à 52,7 % (+1,4 point).

Selon [Destatis](#), l'Etat a versé 4,2 Md€ bruts en prestations sociales pour **demandeurs d'asile** en 2020, soit une baisse de 4,7 % par rapport à 2019. Ce poste de dépense est en constante diminution depuis 2016.

L'institut [WSI](#) (fondation *Hans-Böckler*) chiffre la progression des **salaires conventionnés** en 2021 à 1,6 %, après 2,0 % en 2020. Ils baisseraient de 0,2 % après correction de la hausse des prix et croîtraient ainsi moins rapidement que l'inflation pour la première fois en dix ans.

L'[ifo](#) chiffre à 25,5 % la part des salariés travaillant au moins partiellement depuis chez eux en juillet, après 28,4 % en juin. L'obligation du **télétravail** lorsqu'il était possible instaurée par le gouvernement fédéral dans le contexte de pandémie avait pris fin au 30 juin.

## ACTUALITE FINANCIERE

### Régulation financière

Le 28 juillet, la [Cour fédéral de justice](#) a qualifié de délit pénal la fraude fiscale qui consiste à soustraire à l'impôt les plus-values réalisées sur les ventes d'actions (**affaires « cum-ex »**), montage possible grâce à un vide juridique, corrigé en 2012. Elle confirme ainsi des peines de prison avec sursis prononcées par un tribunal contre des banquiers. La fraude aurait coûté environ 10 Md€ à l'Etat fédéral.

Après un premier échec en mai, le superviseur Bafin consulte à nouveau les acteurs du secteur financier concernant [un projet de lignes directrices](#) sur des **critères de durabilité des fonds d'investissement**, pour empêcher le « green-

washing ». Trois options : les fonds pourraient comprendre au moins 75 % d'actifs durables ou l'ensemble des actifs poursuivraient une stratégie durable ou reproduiraient un indice durable. La fédération des fonds d'investissement (*BVI*) estime cependant contre-productif que l'Allemagne développe ses propres critères.

Comme annoncé dans la loi de transposition des directives relatives à la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit (*RiG*, cf. BE 05/2021), le **fonds de garantie des dépôts des banques publiques (EdÖ)** sera supprimé le [30 septembre 2021](#). Deux des cinq banques adhérentes au fonds, IPEX Bank (filiale de la KfW) et DKB (filiale de BayernLB) ont confirmé rejoindre le fonds de garantie des dépôts des banques privées (*Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH*).

### Banques et assurances

L'idée de rendre obligatoire **l'assurance catastrophe naturelle** (cf. BE 19/2021) continue de faire débat. Le réassureur Munich Re déclare qu'il est en mesure de mettre en place une assurance obligatoire si l'Etat prend des mesures, de son côté, pour réduire la probabilité de survenue de telles catastrophes. La membre du Conseil des Sages, Monika Schnitzer et le ministre fédéral des Finances, Olaf Scholz (*SPD*) se prononcent en faveur d'une d'assurance obligatoire mais avec une prime proportionnelle au risque tandis que les ministres-présidents du Bade-Wurtemberg, Winfried Kretschmann (*Die Grünen*), et de Rhénanie-Palatinat, Malu Dreyer (*SPD*), préconisent une assurance obligatoire dont les primes seraient indépendantes des risques.

A la suite des **pluies diluviennes et des inondations** survenues en juillet en Rhénanie-Palatinat, en Rhénanie du Nord-Westphalie, en Bavière et en Saxe, la fédération des assureurs (*GDV*) a relevé son [estimation](#) des dommages assurés à 5,5 Md€ (cf. BE 19/2021).

**Deutsche Bank** a multiplié par sept son résultat avant impôts semestriel (2,8 Md€ au 1<sup>er</sup> semestre 2021 contre 0,4 Md€ au 1<sup>er</sup> semestre 2020) du fait, entre autres, d'une nette réduction des provisions pour risques de crédit (0,1 Md€ contre 1,3 Md€), de réévaluations d'actifs et d'une baisse des dépenses. La banque affiche, pour le 4<sup>e</sup> trimestre consécutif, un bénéfice net attribuable aux actionnaires. Si elle réalise, au 2<sup>e</sup> trimestre, un

résultat avant impôt très supérieur aux attentes des analystes, celui-ci n'égale néanmoins pas celui du 1<sup>er</sup> trimestre en raison notamment des coûts représentés par l'arrêt de la cour fédéral de justice sur l'application des tarifs (cf. BE n°16/2021). Moody's a relevé, avec une perspective positive, l'ensemble des [notations](#) de Deutsche Bank ; la notation à long terme est passée de A3 à A2.

**Commerzbank** affiche en revanche un résultat semestriel avant impôts négatif (-406 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2021 contre -24 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2020). La banque a comptabilisé 976 M€ de coûts de restructuration dus à la réduction des effectifs et à la fermeture d'agences et a provisionné 66 M€ en lien avec l'arrêt de la cour fédéral de justice sur l'application des tarifs et 55 M€ pour les risques juridiques afférents à des prêts en francs suisses de la filiale polonaise MBank. La banque a, par ailleurs, effectué une dépréciation de 200 M€ à la suite de l'abandon du projet d'externalisation de ses activités de règlement de titres à [HSBC](#).

Les six banques allemandes testées par l'ABE ont obtenu des résultats inférieurs à la moyenne. Leur CET1 tombe, en moyenne, à 8,78 % dans le cas du

scenarior le plus défavorable contre 10,2 % en moyenne pour l'ensemble des banques. L'Allemagne se situe ainsi à la 13<sup>e</sup> place des 15 pays ayant participé aux **stress tests**. Avec un CET1 de 7,43 %, Deutsche Bank ne se range qu'à la 46<sup>e</sup> place des 50 banques testées. La Bundesbank s'est néanmoins montrée satisfaite des résultats.

Le ministère de la Justice américain enquête sur les fonds « Structured Alpha » d'**Allianz Global Investors** (AGI), filiale d'[Allianz](#), à la suite de plaintes de fonds de pensions ayant vu fondre leurs placements lors des turbulences boursières du printemps 2020. Ces produits structurés seraient inadaptés à un marché restant volatile pendant plusieurs semaines. L'assureur n'a encore réalisé aucune provision, les conséquences financières et les éventuelles amendes étant à ce stade difficilement estimables.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin  
Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Revu par : François Gautier  
Rédacteurs : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert  
Pour s'abonner : berlin@dgtresor.gouv.fr  
Crédits photo : ©JFL Photography